

Unité Départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

Savigny-le-Temple, le 13 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ENTREPOTS PETROLIERS de la HAUTE SEINE

99 avenue de la seine
77000 La Rochette

Références : E/23-2912
Code AIOT : 0006502414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement ENTREPOTS PETROLIERS de la HAUTE SEINE implanté 99 AVENUE DE LA SEINE 77000 La Rochette. L'inspection a été annoncée le 09/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOTS PETROLIERS de la HAUTE SEINE
- 99 AVENUE DE LA SEINE 77000 La Rochette
- Code AIOT : 0006502414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ENTREPOT PETROLIER DE LA HAUTE SEINE (EPHS) exploite un dépôt de liquides inflammables en bordure de Seine, sur le territoire de la commune de LA ROCHETTE (77 000), depuis 1958.

Anciennement classé SEVESO seuil-haut, le dépôt a été déclassé en janvier 2010 à la suite d'une réduction importante de ses capacités de stockage d'hydrocarbures (pétrole brut, fioul et gasoil), le volume maximal autorisé passant de 26 000 m³ à 8 249 m³. Ce changement de régime administratif a été acté par arrêté préfectoral n°10 DAIDD IC 020 du 15 janvier 2010.

Entre fin 2009 et le début 2012 (avant l'autorisation temporaire), 10 des 18 bacs anciennement utilisés pour le stockage d'hydrocarbures sont restés vides ou ont été utilisés à des fins de stockage de produits liquides non classés (huile de colza) et un bac a été utilisé pour le stockage de solution azotée en quantité inférieure à 500 m³ (seuil de la déclaration pour le stockage d'engrais liquide).

L'exploitant a ensuite bénéficié d'une autorisation temporaire le 22/03/2012 (AP n°2012/DCSE/IC/027), renouvelée une fois le 02/10/2012 (AP n°2012/DCSE/IC/079), pour l'exploitation de 11 bacs du dépôt avec de la solution azotée pour une capacité maximale de 17 391 m³.

L'autorisation d'exploitation des 11 bacs en solution azotée a ensuite été pérennisée par la prise d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter à l'issue de la procédure d'instruction et d'enquête du dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société (initialement en novembre 2011 et modifié en juin 2012).

En synthèse, le dépôt est constitué de 18 réservoirs en acier de type cylindrique à axe vertical et à toit fixe.

Selon l'activité, des produits non classés peuvent également être stockés dans les bacs.

Le site dispose de 6 postes de chargement (bras jusqu'à 150 m³/h) et d'un poste de réception par camions citernes ainsi qu'un poste de chargement/déchargement par voie fluviale (6 canalisations, dont 3 dédiées aux SOLAZE).

Pour le transfert des produits depuis le quai de Seine, le pompage est effectué au moyen des pompes installées à bord des péniches ou convois.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour 3 rubriques de la nomenclature: 4734, 1434 et 2175.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013.

L'établissement est classé SEVESO « Seuil Bas » par application de la règle du dépassement direct du seuil bas de la rubrique 4734, il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de l'inspection du 21/12/2012,
- les suites de l'inspection du 29/09/2016,
- les suites de l'inspection du 23/10/2019,
- les suites de l'inspection du 06/02/2020,
- la liste des équipements sous pression.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suite de l'inspection du 06/02/2020	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.1.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Suite de l'inspection du 06/02/2020	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Suite de l'inspection du 06/02/2020	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4 et 54-6	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Suite de l'inspection du 06/02/2020	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Lettre de suite préfectorale	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Rejets dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.3.8.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	Suite de l'inspection du 21/12/2012	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2.3.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Suite de l'inspection du 29/09/2016	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	Lettre de suite préfectorale	2 mois
15	Suite de l'inspection du 29/09/2016	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.3.7.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
18	Surveillance et détection des zones présentant des risques	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.3.4	Lettre de suite préfectorale	2 mois
20	Etat des matières stockées-dispositions spécifiques	Arrêté Ministériel du 04/07/2010, article 50	Lettre de suite préfectorale	2 mois
21	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite de l'inspection du 06/02/2020	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5.1.3	Sans objet
2	Suite de l'inspection du 06/02/2020	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5.1.4	Sans objet
4	Suite de l'inspection du 06/02/2020	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
5	Suite de l'inspection du 06/02/2020	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 52	Sans objet
12	Suite de l'inspection du 29/09/2016	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	Sans objet
14	Suite de l'inspection du 29/09/2016	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 9.2.2 et 9.2.3	Sans objet
16	Suite de	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	L'inspection du 23/10/2019	article 4.3.4	
17	Suite de l'inspection du 23/10/2019	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.5	Sans objet
19	Suite de l'inspection du 23/10/2019	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est essentiellement focalisée sur les suites des inspections précédentes (21/12/2012, 29/09/2016, 23/10/2019 et 06/02/2020). Certaines non-conformités et observations qui avaient été formulées lors de ces inspections peuvent être levées. Néanmoins, grand nombre d'entre elles restent encore non soldées malgré leur ancienneté. Il convient que l'exploitant mette en œuvre des solutions adéquates pour se conformer à la réglementation qui lui est applicable. Un retour rapide à la conformité est attendu par l'inspection qui re-contrôlera sous peu les points objets de non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de l'inspection du 06/02/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conception et exploitation des installations d'entreposage des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
<p>Constats :</p> <p>Remarque n°20200206-F1-R-1 de l'inspection du 06/02/2020 : L'exploitant doit s'assurer que les conteneurs soient porteurs d'un marquage permettant d'identifier leur contenu.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare avoir apposé un marquage sur les conteneurs en défaut de signalisation.</p> <p>→ Constat clos par courrier de l'inspection des installations classées du 18/01/2021. L'exploitant s'assurera que les marquages mis en place soient pérennes.</p> <p>Lors de la visite des installations, le marquage des conteneurs a été constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite de l'inspection du 06/02/2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 et L.541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il doit pouvoir en justifier l'élimination. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.
Constats : Remarque n°20200206-F1-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 : L'exploitant doit s'assurer que l'ensemble des sociétés contribuant à l'élimination de ses déchets soit régulièrement autorisée à cet effet. Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare avoir récupéré et contrôlé l'AP et le récépissé de déclaration de la société BIG BENNES. Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : L'inspection prend note de la récupération des éléments concernant le contractant actuel du dépôt. Cependant, l'inspection attend qu'une procédure soit mise en place, afin de s'assurer périodiquement que les contractants soient en règle (vérification systématique, point annuel, etc.). Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant a transmis la procédure "contrôles et suivi des entreprises" relative à l'élimination des déchets. Suite à l'élaboration de la procédure susvisée, l'inspection a souhaité contrôler que l'exploitant disposait bien des attestations demandées, aux entreprises extérieures en charge de l'élimination des déchets, sur lesquelles devaient figurer la conformité de celles-ci vis-à-vis de l'arrêté préfectoral d'autorisation, les certifications en cours de validité (ISO 9001, 14001, 45001), l'autorisation de transport par route de déchets dangereux. Les justificatifs ont été présentés pour la société BIG BENNES et post-inspection pour la société SODI et la SMAB. → La remarque n°20200206-F1-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suite de l'inspection du 06/02/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4
Thème(s) : Risques chroniques, Décanteurs/séparateurs
Prescription contrôlée : [...] En particulier, les décanteurs et débourbeurs, s'ils existent, sont contrôlés au moins une fois par semestre et sont vidangés (éléments surnageants et boues) et curés au moins une fois par an. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par an. [...]
Constats : Non-conformité 20200206-F1-NC-1 de l'inspection du 06/02/2020 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le contrôle au minimum semestriel de son séparateur-décanteur et annuel du bon fonctionnement de son obturateur.

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare être en cours de signature d'un contrat semestriel de vidange et curage avec la société SODI de Montereau. L'exploitant déclare par ailleurs que le décanteur avait été contrôlé le 05/02/2020 mais que cela n'avait pas été formalisé au travers d'une fiche de suivi. Depuis, une fiche décanteur est tenue à jour et l'exploitant en fournit un extrait.

Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : Des procédures doivent être élaborées afin de formaliser les modalités de suivi/curage/contrôle du décanteur. Les contrats ne sont que l'aboutissement de ces procédures. L'exploitant transmettra la procédure définissant les modalités de curage et de contrôle de l'étanchéité du décanteur, ainsi que du bon fonctionnement de son obturateur, points faisant l'objet de cette non-conformité.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10 février 2021 : L'exploitant indique que le curage et nettoyage du décanteur a été réalisé le 09/02/2021. Il déclare avoir mis à jour la procédure correspondante et avoir mis en place un planning d'alerte sur les opérations récurrentes.

Le dernier contrôle/test de l'obturateur automatique a été réalisé le 03/05/2022, le suivant était prévu pour le 28/03/2023. Pour ce dernier, l'exploitant a présenté le bon de commande associé à la maintenance de l'obturateur sur lequel figurait "bouteille [d'air comprimé] vide prévoir remplacement" mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le justificatif relatif au changement de la bouteille.

Concernant le nettoyage/curage du décanteur, le dernier a été réalisé le 27/02/2023 par SODI et le précédent le 14/01/2021. L'exploitant a indiqué que le contrôle du séparateur était effectué en interne : les deux derniers étaient les 21/10/2022 et 27/02/2023.

Ces éléments attestent que le séparateur/décanteur est contrôlé de façon semestrielle et que le fonctionnement de l'obturateur est testé annuellement.

→ **La non-conformité 20200206-F1-NC-1 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.**

Néanmoins, la vidange et le curage du séparateur/décanteur ne sont pas réalisés a minima une fois par an (la procédure ENV05 "nettoyage du décanteur" prévoit un nettoyage/curage 2 fois par an) et l'obturateur automatique ne peut pas être considéré fonctionnel, la bouteille d'air comprimé étant vide.

Non-conformité n°20230302-1 : Le décanteur n'est pas vidangé (éléments surnageants et boues) et curé au moins une fois par an.

Observation n°20230302-1 : Il convient que l'exploitant se conforme à ce qu'il prévoit dans ses procédures, ne devant pas être plus souples que les dispositions prévues par la réglementation. En l'occurrence, le curage/nettoyage du décanteur est prévu semestriellement par la procédure "ENV05", l'exploitant doit donc s'y conformer ou revoir la périodicité fixée dans sa procédure sans que celle-ci soit inférieure à une fois par an.

Non-conformité n°20230302-2 : L'obturateur automatique n'est pas fonctionnel.

Observation n°20230302-2 : Il convient que l'exploitant prévoit un suivi de la vidange/curage du décanteur et un suivi des contrôles réalisés sur le décanteur dans sa procédure ENV05.

Observation n°20230302-3 : L'exploitant ne dispose pas d'une procédure précisant qu'un contrôle du décanteur doit être effectué de façon semestrielle.

Remarque 20200206-F1-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 : Plus généralement, les fiches de suivi mises en place pour l'ensemble des actes de maintenance et d'entretien le sont au format Excel conservées au seul format numérique. Ces fiches informatiques ne sont pas de nature à satisfaire l'IIC car elles sont modifiables à volonté et ne portent pas la signature des agents du dépôt

effectuant les actes de maintenance.
Lors de l'inspection, l'exploitant n'avait pas modifié sa façon de formaliser le suivi des actes de maintenance et d'entretien.
→ La remarque 20200206-F1-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 n'est pas levée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Suite de l'inspection du 06/02/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à

<p>l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité 20200206-F1-NC-3 de l'inspection du 06/02/2020 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter son registre chronologique de consignation des déchets sortant du site.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare qu'un registre de suivi chronologique des déchets est mis en place et en transmet un extrait.</p> <p>Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : Le format du registre mis en place n'est pas conforme aux exigences des dispositions réglementaires (cf. article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement)].</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique avoir modifié son registre de suivi chronologique des déchets sur lequel l'inspection constate des manquements.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que ses bordereaux de suivi de déchets (BSD) étaient dorénavant suivis au travers de l'application Track Déchets permettant la dématérialisation des BSD depuis le 01/01/2022. L'inspection a consulté l'interface à laquelle l'exploitant avait accès le jour de l'inspection.</p> <p>→ La non-conformité 20200206-F1-NC-3 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Suite de l'inspection du 06/02/2020

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de prélèvements d'eau dans le lit des cours d'eau comportent des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux, sauf s'il s'agit d'un prélèvement pour assurer l'extinction d'un incendie. Ils ne gênent pas le libre écoulement des eaux.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau hors eau incendie sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 mètres cubes par jour, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité 20200206-F2-NC-1 de l'inspection du 06/02/2020 : Les installations de prélèvement en Seine ne sont pas munies de dispositifs de mesure totaliseurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare procéder à la mise en place d'un compteur en amont de la pompe d'aspiration de l'eau de la Seine.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique avoir installé un compteur en amont de la pompe d'aspiration de l'eau de Seine et que l'index relevé lors de l'installation était de 32727 m3. Il déclare qu'un relevé annuel sera effectué et enregistré dans une fiche de suivi.</p>

<p>L'exploitant a indiqué qu'il réalisait des prélèvements en Seine afin de nettoyer les installations et diluer des solutions azotées s'il ne disposait plus d'eau de pluie pour le faire. Le 12/01/2022 le volume indiqué était de 32 991 m³ et le 05/01/2023 de 33 204 m³, 213 m³ ont donc été consommés en 2023.</p> <p>Cependant, l'arrêté préfectoral n° 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013 autorise les prélèvements en Seine uniquement à des fins de lutte contre l'incendie ou d'exercice ce qui n'est pas le cas ici. L'exploitant a indiqué disposer de 4 autres pompes en cas d'incendie. Les autres besoins en eau sont assurés par le réseau public d'adduction de la commune de La Rochette d'après l'arrêté préfectoral susvisé (voir point de contrôle n° 6).</p> <p>→ La non-conformité 20200206-F2-NC-1 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eau
<p>Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :</p> <p>Origine de la ressource : Réseau public d'adduction de la commune de LA ROCHETTE Prélèvement maximal annuel (m3) : 700</p> <p>Par ailleurs, les prélèvements d'eau dans la Seine sont autorisés à des fins de lutte contre l'incendie ou d'exercice.</p>
<p>Constats : L'exploitant effectue des prélèvements en Seine pour nettoyer ses installations et diluer des solutions azotées si l'eau de pluie n'est pas disponible pour cela. Cependant, l'arrêté préfectoral n° 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013 autorise les prélèvements en Seine uniquement à des fins de lutte contre l'incendie ou d'exercice ce qui n'est pas le cas ici. L'exploitant a indiqué disposer de 4 autres pompes en cas d'incendie. Les autres besoins en eau sont assurés par le réseau public d'adduction de la commune de La Rochette d'après l'arrêté préfectoral susvisé.</p> <p>Non-conformité n°20230302-3 : Les prélèvements d'eau dans la Seine ne sont pas autorisés à l'exception de ceux destinés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices. → En conclusion de ce constat, l'exploitant arrêtera immédiatement ses prélèvements en Seine non destinés à la lutte contre l'incendie ou aux exercices et utilisera l'eau issue du réseau public d'adduction de la commune de La Rochette en remplacement, conformément aux dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013. Dans le cas où il souhaiterait prélever de l'eau de Seine à d'autres fins que celles précédemment citées, il déposera un rapport à connaissance. Dans l'attente de l'instruction et de l'autorisation de ce nouveau prélèvement en Seine, celui-ci n'est pas autorisé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Suite de l'inspection du 06/02/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux de collecte
<p>Prescription contrôlée : [...] Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles</p>

d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des effluents liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Ces documents font notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. [...]

Constats :

Non-conformité 20200206-F2-NC-3 de l'inspection du 06/02/2020 : L'entretien préventif et la mise en fonctionnement du dispositif d'isolement des réseaux de collecte des effluents ne sont pas définis par consigne.

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare avoir rédigé une procédure de ENV06 concernant les dispositifs d'isolement des collectes d'effluents.

Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : La procédure ENV06 fournie ne traite pas de l'entretien préventif (contrôle de l'étanchéité en particulier) mais uniquement des modalités d'ouverture des vannes pour le transit des rejets d'une partie du réseau à l'autre.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique qu'une procédure ENV09 précisant des points de contrôle concernant l'étanchéité des dispositifs des réseaux et regards a été formalisée.

L'exploitant a indiqué que les vannes d'isolement des réseaux de collecte des effluents étaient fermées en permanence. Les derniers tests d'étanchéité ont été réalisés le 15/09/2022 et 24/01/2023 grâce à la mise en fonctionnement des dispositifs d'isolement.

L'entretien préventif et la mise en fonctionnement de l'obturateur automatique ont été traités dans le point de contrôle n°3.

→ La non-conformité 20200206-F2-NC-3 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.

Non-conformité 20200206-F2-NC-4 de l'inspection du 06/02/2020 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan des réseaux d'eau et des réseaux de collecte des effluents compréhensible, du fait de l'absence de légende, et daté.

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant transmet un plan du réseau des eaux du dépôt.

Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : Le plan transmis est bien daté mais ne comporte toujours pas de légende.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant a transmis son plan des réseaux présentant une légende et la date de la dernière mise à jour du 10/05/2020.

Le plan des réseaux présente des manquements.

→ La non-conformité 20200206-F2-NC-4 de l'inspection du 06/02/2020 est levée.

Non-conformité n°20230302-4 : Le plan des réseaux ne fait pas apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation (Seine pour eau incendie et réseau public pour les autres besoins de consommation d'eau);
- les secteurs collectés et les réseaux associés (uniquement eaux collectées et eaux traitées, mais sans distinction entre les eaux d'origine domestique, les eaux pluviales non souillées et les eaux susceptibles d'être polluées par les hydrocarbures/solution azotée);
- les ouvrages (postes de mesure ou compteurs) ;
- le point de contrôle en sortie des ouvrages d'épuration interne avant rejet concernant les eaux pluviales susceptibles d'être polluées;
- le point de rejet des eaux domestiques.

Observation n°20230302-4 : Les vannes manuelles et automatiques sont présentes sur le plan des réseaux mais ne disposent pas d'une légende associée.

Remarque 20200206-F2-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 : La traçabilité de l'entretien, du curage et du contrôle de l'étanchéité du réseau de collecte des effluents est inexistante. Cette situation ne permet pas l'inspection des installations classées de s'assurer que l'exploitant réalise les actions qu'il déclare effectuer (nature et périodicité).

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant transmet un tableau de suivi des regards des cuvettes de rétention du dépôt.

Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : Le tableau de suivi transmis ne résout pas le point soulevé qui concerne les réseaux de collecte. Les regards ne sont pas les seuls éléments constitutifs de ce réseau et la propreté n'est pas le seul élément à vérifier. Par exemple, les buses reliant les différents regards ne font pas partie des points de contrôle. L'exploitant doit mettre en place une procédure définissant les modalités et la périodicité du contrôle de l'ensemble des éléments du réseau (propreté et étanchéité).

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant considère que les réponses sont contenues dans la procédure ENV09 concernant la périodicité et un listage dans le planning des alertes.

L'exploitant a indiqué qu'il s'assurait du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte au travers des contrôles effectués en application de sa procédure ENV09 "Étanchéité des réseaux d'eaux pluviales et industrielles". Ces contrôles consistent en la réalisation de tests d'entrée et sortie d'eau au niveau des regards ainsi qu'au niveau du décanteur. L'exploitant a précisé qu'en cas d'anomalie détectée, il procéderait à un contrôle caméra de ses réseaux. L'inspection n'a néanmoins pas constaté de suivi des contrôles appropriés et préventifs du bon état des réseaux et de leur étanchéité.

→ La remarque 20200206-F2-R-2 de l'inspection du 06/02/2020 n'est pas levée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 54-4 et 54-6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>54-4. La conception et la performance des installations de traitement ou de pré-traitement des effluents liquides permettent de respecter les valeurs limites imposées au point 54-2 du présent arrêté. [DBO5 < 100 mg/l (si flux max journ < 30kg/j / <30 mg/l au-delà) ; Zn < 250 µg/l si le rejet dépasse 20 g/j ; Benzène < 50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j ; Toluène < 74 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j ; Xylènes < 50 µg/l si le rejet dépasse 2 g/j]</p> <p>Les installations de traitement ou de pré-traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (notamment le débit, la température et la composition).</p> <p>En particulier, les décanteurs et débourbeurs, s'ils existent, sont contrôlés au moins une fois par semestre et sont vidangés (éléments surnageants et boues) et curés au moins une fois par an. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par an.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées au présent article, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire une éventuelle pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin le rejet.</p> <p>54-6. En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances « visées à l'article 54-2 du présent arrêté » ; – le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau (article 58-II) ; – la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ; – les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV). <p>A l'exception des installations dont les rejets sont uniquement liés à des opérations ponctuelles (opérations de lavage par exemple), cette surveillance intègre a minima une mesure trimestrielle de l'ensemble des polluants et paramètres identifiés dans le programme de surveillance.</p> <p>Si le flux moyen journalier ou, dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier de DCO est supérieur à 300 kilogrammes en contribution nette, ou si le flux moyen journalier ou, dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier d'hydrocarbures totaux est supérieur à 10 kilogrammes en contribution nette, une mesure journalière ou une mesure lors de chaque épisode de rejet ponctuel est réalisée dans les rejets à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures ou sur toute la durée du rejet si il est ponctuel.</p> <p>Dans le cas d'un rejet au milieu naturel, si le flux moyen journalier ou, dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier de DCO est supérieur à 5 tonnes en contribution nette, ou si le flux moyen journalier ou, dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier d'hydrocarbures totaux est supérieur à 20 kilogrammes en contribution nette, l'exploitant fait réaliser des mesures en aval de la zone de mélange de son rejet à une fréquence mensuelle ou annuelle dans le cas de rejets ponctuels, pour démontrer que les critères de bon état de la masse d'eau sont bien respectés à l'aval de la zone de mélange du rejet.</p> <p>Constats :</p> <p>Non-conformité 20200206-F2-NC-5 de l'inspection du 06/02/2020 : L'exploitant effectue une surveillance incomplète de ses émissions industrielles aqueuses. Les prochaines analyses des effluents aqueux du site devront porter sur l'ensemble des paramètres fixés à l'article 54-2 de</p>

l'arrêté du 3 octobre 2010 (NOR: DEVP1025848A) et devront être effectuées avec une fréquence au moins trimestrielle comme le requièrent les dispositions de l'article 54-6 du même arrêté.

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare avoir demandé à son contractant de vérifier avec une fréquence trimestrielle l'ensemble des paramètres requis. Un courriel de demande à l'intention du contractant (société SGS) est fourni à l'appui.

Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : Là encore, un contrat ou une demande par mail ne constitue pas une consigne ou une procédure. Lorsque le contrat sera échu, cette surveillance risque de ne pas être reconduite. L'exploitant doit s'attacher à établir des procédures pour l'ensemble des actions réglementaires à entreprendre sur les installations et les doubler de fiches de suivi robustes (cf. remarque 20200206-F1-R-2 formulée ci-dessus) permettant à l'IIC d'en tracer la bonne réalisation.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique que bien qu'un devis contractuel soit signé entre SGS et EPHS avec une fréquence d'intervention semestrielle pour les analyses au niveau des piézomètres et trimestrielle pour celles en sortie du décanteur, les interventions et actions SGS sont listées dans le planning des alertes avec un rappel en fin d'année afin de renouveler le contrat de prestation.

La procédure ENV07 "prélèvements en sortie du décanteur" précise "analyses physico-chimiques de l'échantillon selon l'Arrêté Préfectoral du site EPHS". Celle-ci ne prévoit donc pas de réaliser des analyses selon les paramètres prévus à l'article 54-6 de l'arrêté ministériel du 03/10/10, dont certains paramètres viennent compléter ceux prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site. Néanmoins, la périodicité trimestrielle est bien prévue par cette procédure.

Des analyses des rejets aqueux ont été effectuées le 24/03/2022, 21/06/2022, 21/10/2022 et 05/12/2022.

→ La non-conformité 20200206-F2-NC-5 de l'inspection du 06/02/2020 n'est pas levée. Il convient que l'exploitant analyse également les paramètres prévus par l'article 54-2 de l'arrêté du 3 octobre 2010.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Suite de l'inspection du 06/02/2020

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de transmission autosurveillance

Prescription contrôlée :

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.

L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.

Constats :

Remarque 20200206-F2-R-3 de l'inspection du 06/02/2020 : L'exploitant transmettra ses commentaires sur les causes des dépassements constatés lors de l'analyse de novembre 2018 ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre.

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare que les dernières analyses en sa possession datent d'octobre 2019, n'avoir pas pu effectuer la 1ère analyse 2020 en raison de la situation sanitaire et attendre les résultats de l'analyse du 30 novembre 2020. L'exploitant déclare par ailleurs des dépassements en ammonium et en nitrate sur le piézomètre SNCF et en nitrate sur le piézomètre de l'entrée. Si les dépassements se confirment lors des prochaines analyses, l'exploitant déclare qu'il mènera des investigations pour en connaître la source.

Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : Les dépassements constatés lors de l'analyse de novembre 2018 concernaient, semble-t-il, le décanteur et non les piézomètres.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique que les dernières analyses en sa possession datent du 30/11/2020 et que selon le rapport fourni, le jour du prélèvement, le niveau de la nappe étant au plus bas, il n'a pas été possible de faire des prélèvements sur les deux piézomètres talus et SNCF. Sur les résultats d'analyses, seul le taux d'ammonium se trouve être en dehors des valeurs fixées par l'arrêté préfectoral.

Ces éléments de réponse portent encore une fois sur les analyses des eaux souterraines et non des effluents aqueux en sortie du décanteur. L'inspection constate, après consultation des rapports de contrôles des effluents aqueux cités au précédent point de contrôle, que des dépassements des valeurs limites persistent. Cependant, l'exploitant n'a pas mis en place de mesures correctives après constatation de ces dépassements. Il explique que ces derniers sont probablement dus :

- aux déversements des camions pouvant expliquer que des solutions azotées se retrouvent dans les réseaux
- ainsi qu'à l'absence d'écumage du séparateur/décanteur avant passage de l'organisme de contrôle ce qui justifie la présence d'hydrocarbures.

L'inspection note néanmoins que l'exploitant ne rejette pas systématiquement ces effluents aqueux dans le milieu naturel (tel que prévu par l'arrêté d'autorisation) mais réutilise très souvent ces derniers. À ce titre, il tient à jour un tableau précisant quand sont réutilisés les effluents et quand ils sont rejetés en Seine.

→ La remarque 20200206-F2-R-3 de l'inspection du 06/02/2020 est levée car traitée avec la remarque suivante.

Remarque 20200206-F2-R-4 de l'inspection du 06/02/2020 : L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées par voie numérique ses analyses de ses rejets aqueux effectuées au cours de l'année 2020. Pour mémoire, ces analyses sont effectuées avec une fréquence au moins trimestrielle selon les dispositions de l'article 54-6 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (NOR: DEVP1025848A).

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare qu'il transmettra les résultats dès qu'il les recevra.

Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : L'IIC s'étonne des délais de transmission des analyses des rejets aqueux.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique que les résultats des dernières analyses ont été envoyés par mail du 07/02/2021.

**→ La remarque 20200206-F2-R-4 de l'inspection du 06/02/2020 n'est pas levée. Il convient que l'exploitant déclare les résultats des analyses, réalisées sur les effluents aqueux du site, sur le site internet : <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf>
L'exploitant devra également mettre en place des mesures correctives afin de garantir le respect**

des valeurs limites d'émission. Il devra indiquer les causes des dépassements constatés et les mesures correctives associées sur ce même site internet, au moment de la déclaration des résultats d'analyses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Rejets dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.3.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires avant rejet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.</p> <p>Référence du rejet vers le milieu récepteur (cf. article 4.3.5) : N°1</p> <p>DCO : 120 mg/L MES : 35 mg/L Hydrocarbures totaux : 5 mg/L Azote global : 30 mg/L</p>
<p>Constats : L'inspection constate, après consultation des rapports de contrôles des effluents aqueux cités précédemment, que des dépassements des valeurs limites persistent au fil des contrôles. Cependant, l'exploitant n'a pas mis en place de mesures correctives après constatation de ces dépassements. Il explique que ces derniers sont probablement dus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux déversements des camions pouvant justifier que des solutions azotées se retrouvent dans les réseaux - ainsi qu'en l'absence d'écémage du séparateur/décanteur avant passage de l'organisme de contrôle ce qui pourrait justifier la présence d'hydrocarbures. <p>L'inspection note néanmoins que l'exploitant ne rejette pas systématiquement ces effluents aqueux dans le milieu naturel (tel que prévu par l'arrêté d'autorisation) mais réutilise très souvent ces derniers. À ce titre, il tient à jour un tableau précisant les jours lors desquels les effluents sont réutilisés ou rejetés en Seine. L'inspection a constaté que très peu de rejets étaient effectués en Seine. Néanmoins, étant donné le nombre de dépassements constatés, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les effluents sur lesquels ont été constatés des dépassements n'ont pas été rejetés en Seine mais ont été réutilisés.</p> <p>Non-conformité n°20230302-5 : L'exploitant ne respecte pas, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites, en concentration, définies à l'article 4.3.8.1 de l'arrêté préfectoral n°13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013. → En conclusion de ce constat, l'exploitant mettra en œuvre les mesures nécessaires afin de supprimer tout dépassement des valeurs limites des paramètres mesurés dans les effluents aqueux, en sortie du décanteur, lorsque ces derniers sont rejetés en Seine.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Suite de l'inspection du 21/12/2012

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.
L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité 20121221-F6-NC-4 de l'inspection du 21/12/2012 : L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires et appropriées pour limiter l'encombrement du site et maintenir les installations dans un état propre et entretenu.</p> <p>Constat de l'inspection du 06/12/2020 : Des efforts importants ont été réalisés pour faire disparaître le « matériel » inusité stocké sur le site. Néanmoins, l'exploitant doit poursuivre sa démarche en évacuant du site tout ce qui ne sert pas directement à la bonne marche des installations et nuit à l'intervention des services d'urgence (ex : anciennes cuves, vieux chariot élévateur, épave de camion-citerne, etc.)</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare faire le nécessaire pour limiter l'encombrement du site.</p> <p>Réponse de l'inspection par courrier du 18/01/2021 : A l'occasion d'un passage sur les installations le 15/12/2020 dernier, l'IIC a pu constater que le site présentait toujours le même état d'encombrement. Cette situation complique une éventuelle intervention des services d'urgence. L'exploitant doit s'attacher à faire un effort sur ce point.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique que des travaux sont toujours en cours concernant la limitation des encombrants. Il indique que les encombrants ont déjà réduit de plus de la moitié et qu'une 2e benne est en cours de remplissage.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que 2 bennes étaient en cours de remplissage pour l'année 2023 (l'une de ferraille uniquement et l'autre d'autres types de déchets). Aucune benne n'a été enlevée en 2022. Cependant, une benne de ferraille a été enlevée en 2020 puis une deuxième en 2021 ainsi qu'une benne d'autres déchets en 2020. L'inspection a noté, lors de sa visite des installations, que le nombre d'encombrants présents avait réduit. Cependant, la situation n'est toujours pas satisfaisante en l'état, en particulier une épave de camion-citerne est présente sur le site. L'inspection note les efforts de l'exploitant pour limiter l'encombrement du site. Néanmoins, ces efforts doivent encore se poursuivre.</p> <p>→ La non-conformité 20121221-F6-NC-4 de l'inspection du 21/12/2012 n'est pas levée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Suite de l'inspection du 29/09/2016

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.</p> <p>Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon</p>

<p>une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.</p> <p>A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.</p> <p>L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Par ailleurs, pour les mesures de maîtrise des risques mettant en œuvre de l'instrumentation de sécurité dont il apparaît lors de l'état initial qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement, un tel contrôle est réalisé avant le 30 juin 2014.</p> <p>Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2013 ; — le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2014. <p>Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en services à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.</p> <p>Constats :</p> <p>Non-conformité 20160929-F1-NC-1 de l'inspection du 29/09/2016 : L'exploitant n'a pas procédé au recensement des MMRI soumises aux dispositions prévues par l'article 7 du 4 octobre 2010 et/ou ne dispose pas d'éléments justifiant que les MMRI de l'établissement puissent être exclues du champ d'application de cet article. Le cas échéant l'exploitant n'a procédé ni à l'état initial ni à la définition d'un programme de surveillance des éventuelles MMRI concernées.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare missionner la société FIP afin de procéder au recensement des MMRI et d'établir un programme de surveillance.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant a transmis le planning des études et remises des documents de la part de la société FIP dont la fin était estimée à mai 2021 ainsi que les premiers documents reçus (état des lieux concernant les réservoirs contenant des hydrocarbures, modèle de fiche de visite de routine des réservoirs, planning des visites et inspections des réservoirs).</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'identification des MMRI du site EPHS du 08/03/2021 sur laquelle 2 MMRI étaient recensées. La procédure d'inspection des MMRI, datée du 22/03/2021, a également été présentée.</p> <p>→ La non-conformité 20160929-F1-NC-1 de l'inspection du 29/09/2016 est levée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Suite de l'inspection du 29/09/2016

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Programmes d'inspection réservoirs
Prescription contrôlée : L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de

surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;
- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement.

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

Constats :

Non-conformité 20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 :

L'état initial et le programme d'inspection n'ont pas été établis en tenant compte de l'ensemble des recommandations des guides professionnels selon les constatations réalisées par l'inspection des installations classées. Par exemple :

- l'état initial des équipements ne traite pas de l'ensemble des champs prévus par les arrêtés et les guides professionnels pour le dossier de suivi des équipements (plans, date épreuve hydraulique, etc.). L'absence d'information doit le cas échéant être justifiée ;
- le niveau de désordre des assises des bacs et de la cuvette de rétention n'a pas été défini selon les dispositions prévues par le guide DT92 ;
- le contenu de la visite annuelle de routine ainsi que celle de la visite décennale des bacs réalisées par l'exploitant ne sont pas définis formellement en cohérence avec le contenu prévu pour la visite de routine et l'inspection « hors exploitation détaillée » selon les articles 29-2 et 29-4 de l'arrêté du 3 octobre 2010 ainsi que par le guide DT94 ;
- la réalisation d'une visite quinquennale répondant aux dispositions prévues pour la « visite externe détaillée » prévue par l'article 29-3 de l'arrêté du 3 octobre 2010 et le guide DT94 n'est pas planifiée.

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare missionner la société FIP afin de procéder au recensement des MMRI et d'établir un programme de surveillance.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant a transmis le planning des études et remises des documents de la part de la société FIP dont la fin était estimée à mai 2021 ainsi que les premiers documents reçus (état des lieux concernant les réservoirs contenant des hydrocarbures, modèle de fiche de visite de routine des réservoirs, planning des visites et inspections des réservoirs).

Post-inspection, l'exploitant a transmis le fichier dédié à l'état des lieux des réservoirs. Dans celui-

ci figure l'état initial des équipements mais des caractéristiques sont soit absentes du document (date de construction, plan de construction, matériau des fondations, existence d'un revêtement interne, résultats des inspections, résultats des mesures réalisées sur les réservoirs, incidents éventuels), soit présentes mais non renseignées (code de construction, date de l'essai hydraulique initial) pour les différents réservoirs.

Les niveaux de désordre des assises des bacs et de la cuvette de rétention définis par l'exploitant n'ont pas été vus lors de l'inspection et n'ont fait l'objet d'aucune réponse par courrier du 10 février 2021 suite au constat de l'inspection de 2016 portant sur les incohérences avec les dispositions prévues par le guide DT92.

Le contenu de la visite annuelle de routine est cohérent avec ce que prévoit le guide DT94, tout comme le contenu de la visite décennale du bac 52 réalisée du 16 au 18/05/2022. En revanche, le contenu de la visite décennale du bac 51 réalisée en mars 2022 n'est pas cohérent avec ce que prévoit le guide DT94.

La réalisation de la visite quinquennale est planifiée pour les 7 bacs d'après le planning des visites d'inspection.

→ La non-conformité 20160929-F1-NC-2 de l'inspection du 29/09/2016 n'est pas levée. En effet, l'état initial et le programme d'inspection n'ont pas été établis en tenant compte de l'ensemble des recommandations des guides professionnels :

- l'état initial des équipements ne traite pas de l'ensemble des champs prévus par les arrêtés et les guides professionnels pour le dossier de suivi des équipements (date de construction, plan de construction, matériau des fondations, existence d'un revêtement interne, résultats des inspections, résultats des mesures réalisées sur les réservoirs, incidents éventuels, code de construction, date de l'essai hydraulique initial). L'absence d'information doit le cas échéant être justifiée ;
- le niveau de désordre des assises des bacs et de la cuvette de rétention n'a pas été défini selon les dispositions prévues par le guide DT92 ;
- le contenu de la visite décennale de certains bacs n'est pas défini formellement en cohérence avec le contenu prévu pour l'inspection « hors exploitation détaillée » selon l'article 29-4 de l'arrêté du 3 octobre 2010 ainsi que par le guide DT94.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Suite de l'inspection du 29/09/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 9.2.2 et 9.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des eaux résiduaires et eaux souterraines

Prescription contrôlée :

9.2.2

L'exploitant fait procéder, à ses frais au moins 2 fois par an, aux prélèvements et analyses des paramètres mentionnés à l'Article 4.3.8 par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

9.2.3

L'exploitant effectue la surveillance de la qualité des eaux de la nappe superficielle à partir d'une piézométrie adaptée au site.

Au minimum un piézomètre en amont et deux piézomètres en aval du dépôt par rapport au sens d'écoulement de la nappe sont implantés. Trois nouveaux piézomètres seront ainsi implantés

conformément aux dispositions décrites dans le dossier de demande d'autorisation déposé par l'exploitant dans sa version mise à jour en septembre 2012.

Le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe au moins deux fois par an et quotidiennement après un incident susceptible d'avoir des conséquences sur l'environnement (débordement de bac, fuite de canalisation,...). Les prélèvements sont effectués après pompage, pour purger le piézomètre d'un volume d'eau jusqu'à stabilisation des paramètres physico-chimiques de l'eau (pH et conductivité).

L'eau prélevée fait l'objet de mesures, selon les normes en vigueur, des principales substances susceptibles de polluer la nappe, notamment : PH, DCO, Hydrocarbures totaux, NH₄⁺, NO₃⁻, NO₂⁻, O₂ dissous, conductivité. Les résultats de ces mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les délais les plus brefs.

Si les résultats des mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats :

Non-conformité 20160929-F2-NC-4 de l'inspection du 29/09/2016 : L'exploitant n'a pas mis en œuvre une surveillance de la qualité des eaux résiduaires et souterraines en 2014 et en 2015, contrairement aux dispositions prévues par les articles 9.2.2 et 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2013.

L'exploitant a mis en œuvre une surveillance de la qualité des eaux résiduaires, comme précisé dans les points de contrôles précédents. D'après l'exploitant, la surveillance de la qualité des eaux souterraines est également réalisée ; des contrôles auraient eu lieu le 29/03/2022 et 21/10/2022. Afin que l'inspection consulte les résultats de ces surveillances, il convient que l'exploitant les transmette à l'inspection via la plateforme dédiée (GIDAF).

→ La non-conformité 20160929-F2-NC-4 de l'inspection du 29/09/2016 est levée.

Pour rappel, il convient, que l'exploitant déclare les résultats de la surveillance de la qualité des eaux résiduaires et souterraines sur la plateforme GIDAF pour les années antérieures et poursuive cette pratique pour les années futures (cf. point de contrôle n°9) : <https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/connexion-gidaf>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Suite de l'inspection du 29/09/2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.3.71

Thème(s) : Risques accidentels, Inondations

Prescription contrôlée :

L'altitude des équipements associées aux mesures de maîtrise des risques telles que définis au chapitre 7.5 ci-après est supérieure à la cote de la crue centennale. Les moyens de pompage associés au dispositif de protection contre l'incendie du site sont visés par la présente prescription.

L'exploitant pourra proposer d'autres solutions techniques répondant aux mêmes impératifs de protection contre les inondations tels que par exemple la rédaction d'une procédure et la signature d'un contrat avec un tiers lui permettant de disposer de moyens de pompage mobile à demeure sur site dans des délais compatibles avec la montée des eaux en substitution des moyens de pompage inondés.

<p>Dans ce cas, les raccords de ces moyens mobiles sont prévus à demeure sur site ; les débits et les pressions obtenus à partir de ces moyens sont au moins équivalents à ceux qui seraient inondés et répondent aux exigences de dimensionnement définis à l'article 7.7.1 du présent arrêté.</p> <p>Les opérations de dépotage sont interdites en cas d'inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité 20160929-F3-NC-6 de l'inspection du 29/09/2016 : L'organisation mise en place par l'exploitant n'a pas permis la mise en place de moyens de pompage mobile de remplacement dans des délais compatibles avec la montée des eaux.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare avoir réussi en juin 2016 et en janvier 2018 à mettre en place des moyens de pompage mobiles de location afin de suppléer la pomperie incendie mise à l'arrêt à cause des crues.</p> <p>Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : L'exploitant doit s'assurer de la permanence de ses moyens de lutte contre l'incendie. Les locations de matériels effectuées pour pallier l'indisponibilité temporaire du réseau incendie en période de crue ne peuvent constituer qu'une solution de fortune. Les équipements loués ne figurent pas au POI ni dans l'étude de dangers du site. De plus, rien ne garantit la possibilité de pouvoir renouveler l'opération à l'avenir.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique se rapprocher du cabinet d'études FPI afin de modifier la centrale incendie en remplaçant les pompes existantes par des pompes immergées de même puissance.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que ce remplacement n'avait toujours pas été réalisé.</p> <p>→ La non-conformité 20160929-F3-NC-6 de l'inspection du 29/09/2016 n'est pas levée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Suite de l'inspection du 23/10/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif de traitement est équipé d'un système automatique d'obturation asservi à un ou plusieurs détecteurs de présence des produits stockés (détection d'hydrocarbures et détection de solution azotée par sonde captrice de conductivité ou autre système présentant une efficacité suffisante). Un système d'alarme permet à l'exploitant d'être informé en cas de détection d'hydrocarbures ou de solution azotée. Les détecteurs sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet de contrôles préventifs réguliers.</p> <p>Ce dispositif de traitement est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint au plus 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur et des organes de sectionnement.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats :

<p>Non-conformité 20191023-NC-1 de l'inspection du 23/10/2019 : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le dernier rapport justifiant du nettoyage et du contrôle de bon fonctionnement des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et le dernier bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD) de 2018 conformément à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral de 2013. Le dernier BSDD disponible date de 2017. L'exploitant indique que le prochain contrôle aura lieu le 8 novembre 2019. Il n'y a pas eu de nettoyage et de contrôle des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures en 2018.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare avoir connu des déconvenues avec son prestataire chargé du curage et du nettoyage du décanteur et vouloir changer d'intervenant à l'avenir.</p> <p>Réponse de l'inspection des installations classées par courrier du 18/01/2021 : L'impéritie d'un contractant n'est pas un motif valable pour justifier de tels écarts. Tout au plus ce motif permet-il d'expliquer un retard de réalisation des contrôles et opérations réglementaires. De surcroît, de tels retards dans la tenue des échéances périodiques doivent faire l'objet d'un compte-rendu à l'IIC au moment de leur survenance. L'IIC attend de l'exploitant que des procédures soient mises en place et suivies d'effets.</p> <p>Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique avoir mis en place un planning d'alertes sur le support OUTLOOK afin de respecter les périodicités et d'éviter tout oubli de contrôle. Ce planning est partagé par 2 personnes du site et permet de générer des rappels.</p> <p>Les éléments formulés au point de contrôle n°3 permettent de solder cette non-conformité.</p> <p>→ La non-conformité 20191023-NC-1 de l'inspection du 23/10/2019 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Suite de l'inspection du 23/10/2019

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements des réservoirs aériens</p>
<p>Prescription contrôlée : Tous les réservoirs sont équipés d'un système à sécurité positive de détecteurs de niveau haut et très haut indépendants, chacun étant relié à une alarme sonore et visuelle reportée dans le local d'exploitation et si besoin également dans le logement du gardien. Ils sont équipés également d'un dispositif de mesure de niveau visuel.</p> <p>Ces détecteurs sont à sécurité positive avec indication au bureau d'exploitation de leur bon état de marche.</p> <p>Tout réservoir est équipé d'un ou plusieurs dispositifs de respiration, correctement dimensionnés selon l'état de l'art.</p> <p>Les dispositifs de respiration ont une direction ascendante et leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de la cour intérieur du site.</p> <p>Les bacs équipés de serpentins de réchauffage sont dotés de détecteurs de niveau bas et de température asservis à l'arrêt de chauffage de ces derniers. L'asservissement est tel que la température du produit stocké est toujours inférieure à celle de son point éclair et que les serpentins ne puissent être découverts durant les périodes de réchauffage.</p> <p>A défaut de ces dispositifs, le système de réchauffage est platiné et démantelé lors des inspections décennales des bacs.</p>
<p>Constats :</p>

Non-conformité 20191023-NC-2 de l'inspection du 23/10/2019 : Lors de l'inspection, il a été constaté trois alarmes sur le poste de commande au niveau du détecteur 1 (bac), du détecteur 4 (bac) et du détecteur 16 (décanteur) sans qu'aucune alarme sonore ne soit déclenchée. L'exploitant n'a pas eu d'explication. L'exploitant devra vérifier le fonctionnement de ces alarmes et des équipements associés. Il n'a pas été possible de vérifier sur l'ordinateur l'ensemble des alarmes du mois d'octobre 2019. L'exploitant devra fournir le listing des incidents du 23 septembre 2019 au 23 octobre 2019. L'exploitant ne tient pas à jour un listing de tous les incidents sur son site.

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant déclare effectuer des travaux de changement des automates et transmet les courriels d'échanges avec les intervenants à l'appui. Dans l'attente d'un retour à une situation normale s'agissant de la détection de présence de produits, des tournées d'inspections quotidiennes sont effectuées pour s'assurer de l'absence de fuites.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique que les automates ont été remplacés les 05 et 06/02/2021 et que le système fonctionne correctement sur la partie exploitation concernant les chargements par camion. Afin de vérifier les travaux et de les réceptionner, l'exploitant indique avoir vérifié chaque alarme et détecteur de produits afin de s'assurer de leur bon fonctionnement et de vérifier l'absence d'alarme fortuite et/ou intempestive. Il précise également que le report d'alarme se fait correctement sur la supervision et reste en mémoire.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que, depuis le changement d'automates, il n'avait pas constaté de déclenchement intempestif des alarmes. Il a cependant précisé que, depuis environ 2 mois, 3 détecteurs, situés dans la zone des postes de chargement camions, déclenchent une alarme en permanence. L'exploitant procède donc une fois par jour à une vérification des 3 fosses concernées pour s'assurer de l'absence de fuite et renseigne une fiche de suivi. L'inspection considère que, malgré la surveillance mise en place, la situation n'est pour autant pas acceptable. L'exploitant doit rapidement prendre des mesures pour corriger les défauts de ces détecteurs (voir point de contrôle suivant).

→ La non-conformité 20191023-NC-2 de l'inspection du 23/10/2019 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Surveillance et détection des zones présentant des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Conception et aménagement des infrastructures de l'établissement

Prescription contrôlée :

Les zones où des vapeurs inflammables ou explosibles sont susceptibles d'apparaître ou de s'accumuler en cas d'incident (pomperie, caniveaux, points bas dans les sous-cuvettes...) sont munies de systèmes fixes de détection de gaz et d'hydrocarbures dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

La surveillance d'une zone ne doit pas reposer que sur un seul point de détection ni sur une détection différée (remplissage préalable de sous-cuvettes de rétention avant détection).

L'implantation des détecteurs résultera d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

<p>Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information sont alarmés en cas de défaillance. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive.</p> <p>En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose d'au moins un détecteur portatif maintenu en parfait état de fonctionnement et accessible en toute circonstance.</p> <p>Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement de seuil(s) préétabli(s), une alarme sonore et visuelle reportée dans le local exploitation avec localisation des détecteurs ayant déclenché, individuellement ou par zone surveillée. L'alarme sonore est clairement audible par le gardien depuis son logement. Si tel n'est pas le cas, le doublement du report d'alarme est prévu dans les parties privatives du logement de gardiennage.</p> <p>Le traitement de l'information, préalablement défini par l'exploitant en fonction de la position et du nombre de détecteurs ayant réagi, se traduit par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'appel de l'astreinte, - des procédures à gestion humaine, - et des procédures à caractère automatique par mise en sécurité de l'installation ou par action des systèmes d'arrêt d'urgence, sauf dispositions contraires justifiées. <p>Tout incident ayant entraîné l'arrêt d'urgence d'une l'installation ou d'un ensemble d'installations donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée, après examen détaillé des installations, que par une personne déléguée à cet effet.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué que, depuis environ 2 mois, 3 détecteurs, localisés dans la zone du poste de chargement camions, déclenchent une alarme en permanence. L'exploitant procède donc une fois par jour à une vérification des 3 fosses concernées pour s'assurer de l'absence de fuite et renseigne une fiche de suivi. Les fiches de suivi et l'historique des alarmes ont été contrôlés par l'inspection. L'inspection considère que, malgré la surveillance mise en place, la situation n'est pour autant pas acceptable. L'exploitant doit rapidement prendre des mesures pour corriger les défauts de ces détecteurs.</p> <p>Non-conformité n°20230302-6 : L'exploitant n'a pas déterminé les opérations d'entretien destinées à maintenir l'efficacité des détecteurs présents dans la zone du poste de chargement camions.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Suite de l'inspection du 23/10/2019

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée : [...] Le POI est remis à jour au minimum tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.</p> <p>Le POI et ses mises à jour successives sont transmis au service d'incendie et des secours et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Des exercices réguliers sont réalisés, si possible en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.</p>

L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour cet exercice. Le compte rendu lui est adressé. [...]

Constats :

Non-conformité 20191023-NC-4 de l'inspection du 23/10/2019 : L'exploitant a présenté son POI datant de 2013. Conformément à l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral de 2013, il est noté : « Le POI est remis à jour au minimum tous les 5 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. ». L'exploitant devra transmettre un POI actualisé.

Réponse de l'exploitant par courrier du 15/12/2020 : L'exploitant rappelle ses engagements à fournir au 2ème trimestre 2020 un POI actualisé mais annonce avoir été retardé du fait de la crise sanitaire. Le POI est en cours de finalisation.

Réponse de l'exploitant par courrier du 10/02/2021 : L'exploitant indique porter ses efforts sur la mise à jour du POI afin de l'envoyer dans les meilleurs délais.

Le POI mis à jour a été transmis le 25/03/2021. L'exploitant a néanmoins indiqué qu'une mise à jour était prévue en 2023 suite à des échanges avec le SDIS. **L'inspection rappelle que toute mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 devra prendre en compte les nouvelles exigences prévues aux article 5 et annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014.**

→ La non-conformité 20191023-NC-4 de l'inspection du 23/10/2019 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/07/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées-dispositions spécifiques.

Prescription contrôlée :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

<p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un état des stocks était mis à jour chaque jour sur un tableau mobile situé à l'accueil du site. Celui-ci a été constaté par l'inspection.</p> <p>L'exploitant imprime une fois par jour l'état des stocks du site et a affirmé qu'il était disponible à tout instant.</p> <p>Celui-ci ne mentionne pas les déchets, qu'il s'agisse des déchets pouvant relever d'une rubrique 4XXX de la nomenclature des installations classées ou de déchets ne constituant pas des matières dangereuses.</p> <p>Non-conformité n°20230302-7 : Les déchets ne sont pas pris en compte dans l'état des stocks du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 21 : Liste des équipements sous pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des équipements sous pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une liste des équipements sous pression présents sur site. Il a indiqué que ceux-ci étaient au nombre de 2 : un compresseur et une chaudière vapeur au chômage. Cette dernière doit faire l'objet de travaux puis d'une requalification périodique avant d'être remise en service.</p> <p>Le compresseur SIAP 04632 a été constaté par l'inspection lors de la visite des installations. La</p>

date de la dernière inspection périodique indiquée était le 11/02/2022. Néanmoins les justificatifs n'ont pas été présentés à l'inspection tout comme le dossier complet associé à cet équipement sous pression.

Non-conformité n°20230302-8 : L'exploitant ne tient pas à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.

Non-conformité n°20230302-9 : L'exploitant ne dispose pas du dossier associé à l'exploitation du compresseur SIAP 04632 précisant l'ensemble des caractéristiques techniques de l'équipement ainsi que les conclusions des inspections et requalifications réalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois